

## *Binota Moy Dhamai* *Pallab Chakma*

Le Bangladesh est un pays de diversité ethnique et culturelle, avec plus de 54 peuples autochtones parlant au moins 35 langues, en plus d'une majorité de population bengalie. Selon le recensement de 2011, la population autochtone du pays compte environ 1,580 000 personnes<sup>1</sup>, ce qui représente 1,8% de la population totale du pays.

Cependant, les peuples autochtones dans le pays affirment que leur population est d'environ 5 millions<sup>2</sup>. Approximativement, 80% de la population autochtone vit dans les plaines du nord et du sud-est du pays<sup>3</sup>, tandis que le reste réside dans Chittagong Hill Tracts (CHT).

Dans les CHT, les peuples autochtones sont communément appelés *Jummas* pour leur pratique traditionnelle de la culture sur brûlis (rotation des cultures), localement connue sous le nom de *jum*. Le gouvernement du Bangladesh ne reconnaît pas les peuples autochtones comme «autochtones». Néanmoins, depuis le 15ème amendement de la Constitution, adopté en 2011, les personnes ayant des identités ethniques distinctes autres que la population bengalie traditionnelle sont maintenant mentionnées<sup>4</sup>. Cependant, seuls les aspects culturels sont mentionnés, alors que les questions liées aux droits économiques et politiques des peuples autochtones, notamment leurs droits fonciers, restent ignorés.

L'Accord des CHT de 1997 a été un accord constructif entre les peuples autochtones et le gouvernement du Bangladesh. Pourtant, 19 ans après, les problèmes majeurs de l'Accord, tels que la Commission de la terre, la dévolution du pouvoir et des fonctions aux institutions des CHT, la préservation des caractéristiques des régions tribales de la région des CHT, la démilitarisation, la réhabilitation des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays etc., restent sans réponse.

### **Vers la mise en œuvre de l'Accord CHT**

La loi de 2001 sur la Commission de règlement des litiges fonciers des Chittagong Hill (CHT) a été modifiée le 9 août 2016. Elle est maintenant conforme à la disposition de l'Accord CHT de 1997 et à la proposition d'amendement du 13e point du Conseil régional des CHT. L'ancienne loi n'était pas conforme à la disposition de l'Accord CHT, qui a été adoptée sans consultation avec l'organe régional de l'administration régionale, le Conseil régional des CHT. Bien que la loi ait été adoptée en 2001, de nombreuses clauses sont en contradiction. Cela a ensuite été résolu par des discussions entre le Conseil régional des CHT et le gouvernement, un processus qui a duré 15 ans.

La loi de 2001 reconnaît la formation de la Commission foncière composée de représentants du gouvernement national, régional (organes autonomes du CHT) et des représentants traditionnels des CHT. L'une des fonctions de la Commission foncière est de résoudre les problèmes fonciers dans les CHT; le Président de la Commission a reçu l'autorité suprême dans le processus décisionnel. Cette organisation a été controversée, dénoncée par d'autres membres<sup>5</sup>, et est restée dysfonctionnelle et inefficace depuis son adoption en 2001.

Avec la modification récente, la loi a été mise en conformité avec l'Accord CHT et les pouvoirs et fonctions accordés à la Commission des terres selon cet accord; «la Commission doit régler

les différends en cohérence avec la loi, les coutumes et les pratiques en vigueur dans les Chittagong Hill Tracts". L'expression "lois et coutumes existantes en vigueur dans les Chittagong Hill Tracts" a été intégrée. Le terme «pratiques», qui est très important au regard du système de gestion des terres dans les CHT, ne l'a pas été. La récente modification de 2016 a traité avec succès de cette question foncière, et on espère qu'il aidera à surmonter les problèmes et ouvrira la voie à un règlement approprié des conflits fonciers et à la restitution des terres dont les populations autochtones ont été dépossédées.



### Éducation des enfants et des jeunes autochtones

Au niveau national, le gouvernement a récemment entrepris quelques mesures pour améliorer l'éducation des enfants et des jeunes autochtones. La politique d'éducation adoptée en 2010 stipule que "des mesures seront prises pour assurer la disponibilité des enseignants des groupes ethniques et préparer des textes dans leurs propres langues" et, à cet égard, "l'inclusion des communautés autochtones respectives sera assurée"<sup>6</sup>. Après des années de dialogue, de lobbying et de plaidoyer, le gouvernement a finalement réussi à distribuer des livres de

niveau préscolaire dans cinq langues autochtones, à savoir Chakma, Garo, Kokborok, Marma et Sadri en janvier 2017.

Cependant, le gouvernement n'a pas encore pris de mesures pour former un nombre suffisant d'enseignants qualifiés ayant les compétences linguistiques nécessaires dans les langues mentionnées. En outre, le gouvernement n'a pas encore mis au point un plan concret pour introduire l'enseignement de la langue maternelle dans les étapes suivantes pour les élèves diplômés du primaire et, d'autre part, pour d'autres langues autochtones qui n'ont pas été couvertes dans la première phase. Si l'éducation pré-primaire de tous les enfants autochtones peut être efficacement assurée, cela améliorerait considérablement l'état d'éducation des jeunes autochtones dans le futur.

### **Droits fonciers des peuples autochtones**

Les droits fonciers des peuples autochtones au Bangladesh sont l'un des problèmes d'urgence et le facteurs clé des violations flagrantes des droits de l'homme. Par exemple, le 6 novembre 2016, trois hommes *Santal* ont été tués au sujet d'un conflit de terrain et des maisons ont été pillées, vandalisées et incendiées dans le cadre d'une expulsion menée par l'administration locale et l'usine de sucre, avec l'aide de la police et l'embauche de bourreaux dans la région de Shahebgonj-Bagdairm de Gabindagonj dans le district de Gaibandha. De plus, quelque 1 200 familles autochtones ont été forcées de fuir car leurs maisons ont été détruites et réduites en cendres.

Au lieu d'arrêter les coupables de l'incident, la police a déposé des poursuites contre plus de 300 personnes *Santal* à ce sujet. Traditionnellement, la communauté autochtone des Santal est propriétaire de cette terre et pourtant le gouvernement l'a saisie en 1962 dans le but de mettre en place une usine de canne à sucre. Selon l'accord, seule la canne à sucre serait cultivée dans la région et la condition était que le terrain serait rendu au propriétaire initial s'il était utilisé à d'autres fins. Toutefois, l'accord a été violé car l'usine a loué la plupart des terres pour cultiver du riz, du blé, de la moutarde, du tabac et du maïs. Conformément aux conditions de l'accord, le propriétaire foncier initial exige maintenant de récupérer ses terres.

De même, le gouvernement a décidé d'acquérir 9 145 acres de terres à Modhupur, dans le centre du Bangladesh, où vivent les peuples autochtones de Garo et Koch. Ils sont les propriétaires de cette terre traditionnelle. Les objectifs de cette spoliation sont de:

- préserver la biodiversité;
- établir des installations de loisirs dans la forêt nationale, comme un parc de safari, en particulier une zone protégée et des sites touristiques potentiels;
- arrêter le braconnage, la chasse et le commerce d'animaux sauvages; et, enfin,
- régler les conflits" entre la faune et la population.

Cette décision du gouvernement affecterait plus de 15 000 autochtones tributaires de la forêt qui vivent dans cette région depuis des générations. Si la décision du gouvernement est appliquée, les moyens de subsistance, la culture et les traditions de ces personnes seront extrêmement compromis, car leur vie dépend entièrement des forêts. Les dirigeants autochtones locaux allèguent que l'objectif principal de ce changement du gouvernement est de saisir les terres des peuples autochtones locaux en exploitant les lacunes de la loi de 1927 sur les forêts.

Du côté positif en ce qui concerne les problèmes fonciers, la Banque mondiale a récemment décidé de ne pas avancer sur la construction d'une route de 123 kilomètres à Rangamati, dans

les Chittagong Hill Tracts. Le gouvernement avait présenté cette proposition de construction de routes sans aucune consultation des communautés autochtones, des organismes représentatifs ou d'autres institutions autochtones concernées.

Les peuples autochtones et les organisations de la société civile, les chefs traditionnels, les représentants publics élus et les militants des droits de l'homme du Bangladesh ont soumis une lettre de préoccupation à la Banque mondiale sur le financement proposé de la construction routière. Ils ont soulevé de sérieuses inquiétudes au sujet du manque d'engagement significatif des peuples autochtones dans le projet, y compris des études de faisabilité insuffisantes. Le projet proposé aurait touché à des problèmes fonciers dans les Chittagong Hill (CHT), y compris la mise en œuvre de la loi de 2016 sur la résolution des litiges fonciers (modifié) et aurait eu des impacts importants sur les sites forestiers, environnementaux et culturels<sup>8</sup>. Les dirigeants des peuples autochtones de la région ont appelé à un engagement significatif avec les organes administratifs locaux et les institutions traditionnelles, et la consultation des populations autochtones dans la zone du projet conformément à la politique de sauvegarde de la Banque mondiale.

Dans l'ensemble, la situation des droits fonciers est restée alarmante en 2016. Selon la Fondation Kapaeeng, *«au moins six autochtones ont été tués, dont cinq des plaines et un des CHT, et 84 personnes ont été blessées dans des incidents liés à la terre. Au moins 31 693 familles, 600 familles des CHT et 31 093 familles des plaines ont subi des menaces d'accaparement des terres. En outre, 1 208 maisons appartenant à des peuples indigènes ont été brûlées en cendres dans les plaines»*<sup>9</sup>.

### **Situation des femmes et des filles autochtones**

La situation des femmes autochtones ne s'est pas améliorée. En 2016, le Bangladesh a été examiné par la Convention des Nations Unies dans le cadre de l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la situation des femmes autochtones a été partiellement abordée par un travail de lobbying et de plaidoyer efficace de différentes organisations autochtones. Les observations finales mettent en évidence que le gouvernement devrait: *"enquêter efficacement sur tous les rapports de violence sexiste contre les femmes autochtones liés à l'accaparement des terres et prendre des mesures pour traduire les responsables en justice"*<sup>11</sup>. En outre, les questions suivantes ont été mentionnées: identité autochtone, violence sexuelle et sexiste à des fins d'accaparement des terres et militarisation dans les zones autochtones, particulièrement dans les Chittagong Hill Tracts<sup>12</sup>.

De janvier à décembre 2016, il y a eu 53 cas de violations de droits humains contre des femmes autochtones au Bangladesh, avec un total de 59 femmes et filles autochtones victimes de violence sexuelles et physiques. Au total, 9 femmes et filles autochtones ont subi des tentatives de viols, 5 femmes autochtones ont été agressées physiquement, 17 femmes ont été violées, 6 ont été tuées suite à un viol, 9 ont été violées par une bande, 2 ont été harcelées sexuellement et 5 ont été enlevées. Dans ces violations des droits humains, sur les 85 auteurs, 14 provenaient de communautés autochtones, alors que 71 provenaient de la communauté bengalie principale et 1 était membre des forces de l'ordre. L'âge des victimes variait de 3 à 35 ans<sup>13</sup>.

### **Droits civils et politiques des peuples autochtones**

Les organisations des peuples autochtones protestent contre le nombre croissant de violations des droits de l'homme et exigent la protection, la promotion et le respect de leurs

droits fondamentaux. Les arrestations arbitraires, les détentions, l'intimidation et la criminalisation des militants des peuples autochtones menés par des acteurs étatiques et non étatiques ont augmenté. Les victimes de ces violations incluent des villageois autochtones innocents, des militants, des défenseurs des droits de l'homme des peuples autochtones (Indigenous peoples' human rights defenders - IPHRD) et des représentants d'organisations de populations autochtones (Indigenous peoples' organisations - IPO). Les exécutions extrajudiciaires, la torture et le harcèlement ont continué sans relâche contre les communautés autochtones. Des attaques communales contre les peuples autochtones ont été menées, des maisons incendiées et des biens détruits et pillés - dans de nombreux cas impliquant des membres des forces de l'ordre. Par exemple, une vidéo a tourné montrant des policiers directement impliqués dans l'incendie des maisons Santal à Gaibandha. La Cour suprême a eu un rôle scandaleux en matière d'exécutions et autres violations des droits de l'homme de la communauté autochtone de Santal à Gaibandha, car elle a ordonné l'arrêt de l'enquête judiciaire sur ces atrocités.

Pour la première fois, les organisations de peuples autochtones au Bangladesh ont conjointement manifesté dans 27 districts pour exiger la mise en œuvre de l'Accord CHT et la formation d'une commission indépendante des terres pour les peuples autochtones dans les plaines. Le gouvernement a réagi négativement à cette manifestation dans certains endroits, par exemple, dans les CHT, où l'administration du district de Khagrachari et les organismes d'application de la loi ont entravé la chaîne humaine de la manifestation.

### **Programme national ONU-REDD Bangladesh (Réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement)**

Le Programme national du Bangladesh a commencé à soutenir le gouvernement pour atteindre trois des quatre exigences de la CCNUCC (United Nations Framework Convention on Climate Change) pour obtenir des paiements fondés sur les résultats REDD +. Ce sont:

- 1) l'établissement d'un système national de surveillance forestière (National Forest Monitoring System - NFMS) pour la mesure, le rapport et la vérification (Measurement, Reporting and Verification - MRV) afin d'enregistrer des réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES) ou des stocks de carbone améliorés au fil du temps;
- 2) l'établissement des niveaux d'émission de référence forestière (Forest Reference Emission Levels - REL) et les niveaux de référence forestière (Forest Reference Levels - RL) pour servir de repères pour évaluer le rendement de chaque pays dans la mise en œuvre des activités REDD +;
- 3) et enfin, l'élaboration d'une stratégie ou d'un plan d'action national REDD +. Les peuples autochtones participent à ce programme national par le biais du Forum exécutif du programme (PEB) et du Forum des parties prenantes de REDD (RSF).

### **La Cour suprême du Bangladesh confirme le Règlement 1900 des Chittagong Hill Tracts**

Le Règlement 1900 des CHT 1900 fournit des garanties aux peuples autochtones, car il confirme le statut juridique et administratif spécial de la région du CHT et reconnaît les lois coutumières sur les terres, les forêts et autres ressources naturelles.

En juin 2006, la Division de la Haute Cour décida que le Règlement 1900 des CHT, loi de premier plan de la région semi-autonome des Chittagong Hill Tracts, était une "loi morte" (expirée et non applicable), car contradictoire avec la Constitution du Bangladesh<sup>15</sup>. Après avoir entendu la question, l'honorable Cour a admis un recours sur cette décision. Le 22

novembre 2016, la division d'appel de la Cour suprême du Bangladesh a par la suite renversé la décision, réaffirmant ainsi l'importance du règlement 1900 des Chittagong Hill Tracts.

## Notes and references

- . 1 Bangladesh Bureau of Statistics, 2011: *Population and Housing Census 2011*, Government of the People's Republic of Bangladesh, Dhaka, p. 3.
- . 2 Barkat, A. 2015: *Political Economy of Unpeopling of Indigenous Peoples: The Case of Bangladesh*. Paper presented at the 19<sup>th</sup> biennial conference, Bangladesh Economic Association, 8-10 January 2015, Dhaka.
- . 3 Halim, S. 2015: "Land loss and implications on the plain land Adivasis," in S. Drong (ed.): *Song-hati*, Bangladesh Indigenous Peoples Forum, pp. 72.
- . 4 Article 23A stipulates that "*The State shall take steps to protect and develop the unique local culture and tradition of the tribes, minor races, ethnic sects and communities*".
- . 5 The members are the Chairman of the CHT Regional Council, traditional chiefs of the three hill district circles, Hill District Council Chairmen/representatives among others.
- . 6 Ministry of Education, Government of the People's Republic of Bangladesh (2010) *Education Policy 2010*, pp. 8, Bangladesh.
- . 7 Kapaeng Foundation 2017, Human Rights Report 2016 on Indigenous Peoples of Bangladesh, Kapaeng Foundation, Dhaka.
- . 8 <http://www.brettonwoodsproject.org/2016/09/indigenous-peoples-lodge-complaint-bangladesh-world-bank-project/>
- . 9 Kapaeng Foundation 2017, Human Rights Report 2016 on Indigenous Peoples of Bangladesh, Kapaeng Foundation, Dhaka.
- . 10 Committee on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women (CEDAW) 2016, *Concluding observations on the eighth periodic report of Bangladesh*, UN Document No: CEDAW/C/BGD/CO/8, Para 19 (d).
- . 11 Committee on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women (CEDAW) (18 November 2016), *Concluding observations on the eighth periodic report of Bangladesh*, UN Document No: CEDAW/C/BGD/CO/8.
- . 12 Committee on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women (CEDAW) 2016, *Concluding observations on the eighth periodic report of Bangladesh*, UN Document No: CEDAW/C/BGD/CO/8, Para 40.
- . 13 Kapaeng Foundation 2017, Human Rights Report 2016 on Indigenous Peoples of Bangladesh, Kapaeng Foundation, Dhaka.
- . 14 United Nations Development Programme (UNDP), Bangladesh 2016, 'Bangladesh government officially launched the UN-REDD Bangladesh National Programme', [http://www.bd.undp.org/content/bangladesh/en/home/operations/projects/environment\\_and\\_energy/targeted-support-to-implement-bangladesh-redd/un-redd-home/](http://www.bd.undp.org/content/bangladesh/en/home/operations/projects/environment_and_energy/targeted-support-to-implement-bangladesh-redd/un-redd-home/)

- . 15 UNPO: Chittagong Hill Tracts High Court Hearing on CHT Regulation: [http://unpo.org/arti- cle/4723](http://unpo.org/article/4723)
- . 16 Rangamati Food Products v. Commissioner of Customs & Others, Bangladesh Law Chronicles, Volume 10, pp. 525.

**Binota Moy Dhamai** est un Jumma du peuple Tripura des Chittagong Hill Tracts et un activiste dans le mouvement pour les droits et la reconnaissance des peuples autochtones au Bangladesh. Il est un membre actif du Forum des peuples Autochtones du Bangladesh et membre du conseil exécutif de l'Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP)

**Pallab Chakma** appartient au peuple Chakma des Chittagong Hill Tracts (CHT) du Bangladesh. C'est un militant pour les droits des peuples autochtones et Directeur exécutif de la Fondation Kapaeeng, pour les droits des peuples autochtones du Bangladesh ..

Source : IWGIA, *The Indigenous World 2017*  
Traduction pour le GITPA par **Dominique Clochon**,  
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie